



DECLARATION A LA CAPA PLP

Mouvement INTRA

20 juin 2019



Pour commencer, nous tenons à réaffirmer notre attachement au paritarisme dans cette période de remise en cause du rôle des syndicats. Notre syndicalisme a d'abord et avant tout comme objectif de défendre les collègues dans les différentes instances afin d'éviter notamment l'arbitraire et les décisions « *hors sol* ».

Nous tenons aussi à réaffirmer l'importance du pluritarisme des idées dans une période où une pensée unique est portée par notre ministre, notamment via l'article 1 de la Loi dite sur « *l'école de la confiance* », qui affirme un prétendu droit de réserve au travail comme dans la vie privée des personnels. Ce tournant autoritaire s'accompagne d'une flagrante répression dans la rue et dans nos établissements contre nos collègues et nos élèves (avec notamment une plainte contre un jeune dans un lycée du Puy-en-Velay).

Le gouvernement actuel poursuit à marche forcée les logiques ultralibérales précédentes. Il s'attaque frontalement à toute la fonction publique qui « *coûte un pognon de dingue* » :

- volonté de mettre fin au statut des fonctionnaires,
- suppression de milliers de postes,
- précarisation de nos emplois.

L'Education nationale pâtit pleinement de cette transformation et les nombreuses réformes qui sont l'émanation de cette politique menacent plus que jamais nos conditions de travail et le sens profond de notre engagement professionnel. Cette politique dévastatrice pour notre Ecole s'inscrit ainsi globalement dans une volonté de détruire l'ensemble des services publics et de créer une société ultralibérale et très inégalitaire au profit d'une toute petite minorité privilégiée.

Face à la colère légitime et à la dénonciation de ces réformes des lycées généraux, technologiques et professionnels, de *Parcoursup*, et de la loi dite « *Ecole de la confiance* » notre ministre affiche son mépris et son refus de tout dialogue social. Les différentes mesures énoncées, sous couvert de lutter contre les discriminations sociales déjà à l'œuvre, portent en elles une terrible logique de sélection : elles se feront à l'avantage des milieux maîtrisant le mieux l'information et assimilant les codes de la classe dirigeante. La réforme de la voie professionnelle aggravera ainsi la situation de relégation sociale :

- en nivelant par le bas le niveau de formation,
- en précarisant nos élèves comme de futurs travailleurs uniquement adaptés à leur bassin d'emploi et à la demande du patronat,
- en morcelant les diplômes en compétences,
- et en limitant l'accès aux études supérieures.

L'une des conséquences de ces politiques régressives est le blocage de plus en plus grand du mouvement et la suppression de postes liée directement aux réformes (Bac pro 3ans et transformation de la voie professionnelle), que nous dénonçons avec constance depuis des années. Notre mouvement n'en est plus un au vu du nombre de personnels obtenant une mutation réellement satisfaisante à leurs yeux. Nous nous inquiétons également de l'explosion du nombre de postes en ZR qui est symptomatique de cette volonté de précarisation et d'adaptabilité des personnels.

Ainsi, la CGT Educ'action et la FSU sont solidaires des différentes actions menées par les personnels ces derniers jours : boycott des surveillances et des corrections des différents examens.

Nous appelons donc à poursuivre la mobilisation :

- contre les différentes réformes en cours
- contre les restrictions budgétaires et pour l'ouverture de postes administratifs et d'enseignements qui permettront une réelle fluidification des mouvements
- pour une école réellement émancipatrice et égalitaire.

Nous appelons donc avec d'autres organisations syndicales à la **grève le 27 juin**.